

## ÉDUCATION

Poutine ou brocoli,  
que mangent les enfants  
à l'école?

B 6



## IDÉES

Appel pour un changement  
lucide et éclairé

Page B 5

## LE DEVOIR

CABIER  
B

## PERSPECTIVES

Tous contre  
Aristide

Jour après jour, les forces  
d'opposition réclament  
le départ du président haïtien

CLAUDE LÉVESQUE  
LE DEVOIR

Même les plus farouches adversaires du président Jean-Bertrand Aristide doivent l'admettre, au moins du bout des lèvres: ce n'est pas une nouveauté que de voir Haïti en pleine crise politique et sociale.

Ce qui paraît nouveau, c'est de voir soudainement les principales forces d'opposition, dans un mouvement concerté, réclamer jour après jour la démission du chef de l'État.

Certes, la situation, qui n'était déjà pas reluisante, a continué de se dégrader depuis le retour en 1994 de l'ancien prêtre renversé sept mois après son élection en 1990, flanqué d'un contingent militaire américain. Les choses se sont particulièrement gâtées depuis sa réélection contestée en novembre 2000. (En 1996, à la fin de son premier mandat, la présidence avait été exercée par son ancien premier ministre, René Préval.) L'opposition parle donc avec une certaine justesse d'un ras-le-bol, d'une coupe qui commence à déborder. En même temps, il est difficile de n'y voir qu'un mouvement parfaitement spontané, vu l'orchestration des manifestations depuis deux semaines dans toutes les grandes villes du pays et la campagne de presse féroce menée par les journaux d'opposition.

Les doléances contre le régime Aristide et son parti Fanmi Lavalas (ou Famille l'Avalanche) ne manquent pas. Elles sont d'ordres politique et économique.

Sur le plan politique, l'opposition accuse ces derniers d'avoir truqué les dernières élections législatives (également tenues en 2000), qui ont donné 73 des 83 sièges de la Chambre des députés au parti présidentiel. Ce scrutin avait été boycotté par plusieurs partis d'opposition. Conformément à une résolution de l'Organisation des États américains (OEA), de nouvelles élections législatives doivent en principe avoir lieu au cours de 2003. Le refus ou les réticences de plusieurs secteurs de la société (patronat, associations de défense des droits civils, Église catholique) de participer au nouveau Conseil électoral provisoire, de même que l'agitation récente dans le pays ont cependant remis en question l'opportunité de tenir ce scrutin.

Quant au mandat du président, il ne doit prendre fin qu'en 2006, selon la Constitution.

La situation économique du pays est catastrophique. Haïti, le pays le plus pauvre des Amériques, a perdu le tiers de son maigre PIB depuis le putsch de 1991. Après de modestes taux de croissance entre 1997 et 2000, le PIB a chuté de 1,6 % en 2001 et la contraction devrait être plus grande encore en 2002. Actuellement, le revenu moyen représente un maigre 480 \$US. Tandis que l'investissement étranger s'est complètement tari, quelque 500 millions de dollars d'aide étrangère sont bloqués en attendant que le président Aristide procède à plusieurs réformes prescrites par l'OEA.

Enfin, au cours des derniers mois, la monnaie nationale s'est dévaluée par rapport au dollar américain. Dans un pays qui dépend fortement des importations pour l'achat de plusieurs biens de première nécessité, l'impact se fait durement sentir chez les plus pauvres, mais également au sein d'une classe moyenne en voie de paupérisation. Dans un article d'analyse, le journal *Haïti en marche* attribue d'ailleurs à la frustration de ce secteur l'ampleur de la récente contestation.

L'espérance de vie ne dépasse pas 50 ans et le taux d'alphabétisation, le seuil de 45 %.

L'actuel mouvement de contestation a commencé le 15 novembre, avec une manifestation de 5000 étudiants et professeurs d'université à Port-au-Prince. Le surlendemain, «une marée humaine» a défilé au Cap Haïtien. Depuis ce temps, les manifestations et les contre-manifestations sont quotidiennes.

Plusieurs manifestations ont été le fait d'étudiants. En même temps qu'il annonçait son intention de rester aux commandes jusqu'à la fin de son mandat, le président Aristide a accédé à la plupart des exigences de ceux de Port-au-Prince. Un signe que le chef de l'État sent le besoin de jeter du lest pour désamorcer la crise.

Le pouvoir a d'ailleurs reproché à l'opposition de manipuler les étudiants. Ce n'est pas le seul reproche qui lui est fait. On signale le retour à l'avant-scène de personnalités associées à une époque guère plus reluisante que l'actuelle, comme les anciens présidents Manigat et Avril, ainsi que d'un ancien colonel putschiste de l'armée, Himmler Rébu.

VOIR PAGE B 2: HAÏTI



Un message clair et net: Aristide doit partir!

ARCHIVES LE DEVOIR



Un îlot de pauvreté égaré dans une mer de statistiques.

ARCHIVES LE DEVOIR

Montréal, marqué  
au fer rouge par la pauvreté

JEANNE CORRIVEAU  
LE DEVOIR

Le nombre d'assistés sociaux a baissé à Montréal au cours de la dernière décennie, tout comme le taux de chômage, mais la métropole québécoise détient toujours l'un des pires taux de pauvreté au Canada et présente le plus lamentable bilan de santé au pays. Parmi ceux qui côtoient les plus démunis de la métropole, certains espèrent qu'en attendant des remèdes efficaces pour renverser la vapeur, les fusions municipales permettront une meilleure répartition de la richesse sur l'île de Montréal.

Examinées sous toutes leurs coutures et interprétées par maints chercheurs et analystes, les statistiques ne réussissent souvent qu'à peindre Montréal sous son plus triste jour. Le revenu personnel moyen par habitant, évalué à 23 500 \$, est le plus faible parmi les grandes villes au Canada. On y meurt plus jeune qu'ailleurs et les taux de cancers par tumeurs, de maladies cardiovasculaires et de maladies de l'appareil respiratoire y sont aussi plus élevés, concluait récemment la Direction de la santé publique de Montréal dans son rapport annuel sur l'état de santé des Montréalais.

On montre du doigt la pauvreté pour expliquer ce phénomène. Pourtant, signale John Anderson, vice-président de la recherche au Conseil canadien de développement social, il n'y a pas tant d'écart entre Montréal et les autres grandes villes canadiennes lorsqu'on regarde de plus près les statistiques sur les taux de pauvreté.

À ses yeux, le taux de 21 % qu'affiche Montréal en 2000 n'est pas si loin de ceux de 18,6 % de Winnipeg et de 18,4 % de Vancouver, selon les données compilées par Statistique Canada. Bien sûr, admet-il, Montréal se retrouve encore derrière Toronto (13,7 %), mais l'économie ontarienne, favorisée par les échanges commerciaux avec les États-Unis, a été particulièrement bonne au cours des dernières années.

Montréal affiche tout de même un meilleur bilan qu'en 1997, alors que le taux de pauvreté atteignait un sommet de 29 %, mais la consolation est bien mince, ajoute M. Anderson: «La pauvreté a presque chuté

du tiers depuis 1997, mais elle est finalement revenue au niveau du début des années 80. Par contre, 20 %, c'est beaucoup trop élevé, pas seulement pour Montréal, mais pour toutes les villes canadiennes.»

«C'est quand même inexcusable d'avoir un tel taux de pauvreté quand on constate qu'en Suède, par exemple, ce taux est de 6 %. Le Canada est un pays plus riche que la Suède et a le même type d'économie et le même climat», déplore-t-il.

## La migration d'un quartier à l'autre

Sur l'île de Montréal, les mêmes quartiers, certains depuis des générations, semblent marqués au fer rouge par la pauvreté. Saint-Henri, Hochelaga-Maisonneuve, le Centre-Sud et le Sud-Ouest notamment sont souvent évoqués comme les secteurs les plus «sensibles» de Montréal.

«Mais on ne peut plus dire que la pauvreté est limitée à des quartiers comme le nôtre ou Saint-Henri et Hochelaga-Maisonneuve», indique Robert Dion, d'Alerte Centre-Sud. La population plus démunie migre quand le phénomène de gentrification s'accroît et que se construisent de nouveaux condos, comme on l'observe dans le Centre-Sud.

Dans d'autres secteurs de la ville, la pauvreté semble passer inaperçue parce que plus récente. C'est le cas d'Achuntsic, pourtant bien pourvu en maisons unifamiliales. Ce quartier du nord de la ville comptait, en 1996, plus de 23 000 résidents vivant sous le seuil de la pauvreté. En 15 ans, le taux de pauvreté y a doublé, passant de 15,1 % en 1981 à 31 % en 1996.

«Dans une certaine mesure, on a toujours souffert de notre réputation de «quartier riche» dans la répartition des ressources destinées aux quartiers pauvres», indique Azzedine Achour, coordonnateur de Solidarité Ahuntsic, qui croit que le recensement de 2001, dont les données seront dévoilées l'an prochain, donnera une idée plus juste de la situation.

Il est donc difficile de dépeindre les îlots de pauvreté égarés dans une mer de statistiques. Lise Brunet, vice-présidente au développement à Centraide, cite le cas de Saint-Laurent, où des interventions ont dû être faites dans un immeuble de 250 logements où résidaient de nombreuses familles défavorisées et «qui ressemblait à un immeuble digne du Chicago des années 50».

Les communautés culturelles contribuent aussi à dessiner le portrait de la pauvreté sur l'île, plus parti-

culièrement dans les arrondissements comme celui de Villeray-Saint-Michel-Parc-Extension, où elles constituent 65 % de la population. Le premier obstacle qui maintient les immigrants dans la pauvreté est celui de la discrimination dont ils font l'objet au moment de décrocher un emploi bien rémunéré ou un logement, mentionne Denyse Lacelle, du Projet Genèse. La méconnaissance des programmes et services offerts aux familles défavorisées ajoute à la difficulté des nouveaux arrivants d'améliorer leur sort, ajoute-t-elle.

## Les remèdes

Arrivera-t-on un jour à réduire la pauvreté de façon notable? Ceux qui travaillent auprès des plus démunis n'ont aucune difficulté à identifier les meilleurs moyens pour y arriver. Les programmes d'aide sociale, amputés par les multiples réformes, sont indispensables et encore insuffisants.

La construction de logements sociaux apparaît aussi en tête des priorités, tout comme l'augmentation du salaire minimum, qui devrait s'élever à 10 \$ l'heure à la grandeur du pays, croit John Anderson, du Conseil canadien de développement social.

Pour donner un coup de pouce aux communautés culturelles, Denyse Lacelle suggère d'emblée d'accélérer la reconnaissance des diplômés obtenus à l'étranger. «On a dans Côte-des-Neiges des médecins, des ingénieurs et des infirmières qui ne peuvent pas travailler ici parce qu'on ne reconnaît pas leurs diplômes et les corporations professionnelles ne reconnaissent pas leur expérience. C'est indécent de se priver de ces compétences», dit-elle.

D'autres, comme Yves Bellavance, de la Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal (TROVEP), espèrent que les fusions municipales soulageront les populations les plus pauvres de l'île.

Ils attendent toujours que l'équité fiscale et la répartition des richesses promises par les candidats à l'élection municipale de 2001 se concrétisent. «Mais ça ne semble pas être ce vers quoi on se dirige, indique M. Bellavance. Il faudra, dans le prochain budget, amorcer un effort beaucoup plus grand en matière de péréquations pour redistribuer les ressources financières dans les arrondissements afin que les services soient équitables partout sur l'île et de même qualité.»

Un des dangers qui se profilent à l'horizon, prévient-il, c'est une tendance à vouloir imposer des tarifs sur les services, qu'il s'agisse de la tarification de l'eau, des déchets ou des bibliothèques.

## PERSPECTIVES

Élections partielles de lundi

## Le Québec fera-t-il la paix avec le Parti libéral du Canada?

«Le Bloc québécois, qu'est-ce qu'il a fait au fédéral? Il s'est accroché au pouvoir.»



Jean Dion

## Joyeux solstice

Si à mon humble instar vous avez le sentiment profond qu'un jour vous mourrez d'incrédulité juste à regarder le monde aller — il a été retrouvé sans vie ni bras, ceux-ci étant tombés, la mâchoire inférieure était décrochée et gisait à la hauteur du nombril, les yeux étaient exorbités, l'autopsie a révélé qu'il hochait la tête de droite à gauche au moment d'expirer, ses derniers mots, griffonnés à la hâte, furent «pas vrai, ça se peut pas» —, vous conviendrez que les derniers jours furent un grand cru, une espèce de Baron de Rothschild 1982 de l'étonnement.

Mais attention, de l'étonnement ordinaire. On ne fait pas dans le grand ici, même si, selon un sondage rendu public le week-end dernier, le consommateur d'informations moyen aimerait avoir plus de nouvelles internationales (mon œil). Ici, on fait dans la réappellation de station de métro, mettons «Sherbrooke-Université de Longueuil» si j'ai bien compris, et dans la réappellation de sapin de Noël, mettons «arborescence de solstice», quoique cela pourrait choquer les créationnistes, qui ne croient pas au mouvement des astres et pensent que la Terre, voire leur propre nombril, est situé en plein centre de l'univers qui a 6000 ans.

Non mais les a-t-on juste un peu, les débats de société, ou est-ce qu'on ne ferait pas mieux d'en emprunter ailleurs, en Éthiopie par exemple, où le premier ministre doit annoncer aujourd'hui qu'entre 10 et 14 millions de ses compatriotes sont menacés par la famine?

Remarque, c'est une excellente idée, malheureusement mise sur la glace pour le moment, que de vouloir rebaptiser la station de métro Longueuil pour la faire devenir «Longueuil-Université de Sherbrooke». Depuis le temps qu'il est question qu'il se rende à Laval, le métro, voici qu'on pourrait le faire se rendre jusqu'à Sherbrooke pour une fraction infinitésimale du coût.

D'ailleurs, à cet égard, j'ai une petite question pour vous, et ce ne sera pas la dernière: pourquoi, pourquoi, pourquoi donc, lorsqu'il y a une panne dans le métro, ils disent par exemple: «le service est interrompu sur la ligne orange entre les stations Henri-Bourassa et Côte-Vertu» au lieu de dire: «le service est interrompu sur toute la ligne orange» ou, plus simplement encore: «le service est interrompu sur la ligne orange»?

Et puis et puis, quand le service est interrompu sur la ligne orange entre, mettons, les stations Henri-Bourassa et Berri-UQAM, comment se fait-il que l'interruption de service à Berri-UQAM ne force pas une interruption de service à Champ-de-Mars, puis à Place-d'Armes, et ainsi de suite jusqu'à ce que vous vous endormiez d'ennui, faute de quoi on se retrouverait avec 12 rames à Berri-UQAM?

De même, dans le cas de l'Hôtel de Ville et de son soulèvement du temps des Fêtes, il est tout à fait sensé qu'on ne dise pas d'un arbre de Noël qu'il est de Noël. Trop de citoyens qui n'ont pas la chrétienté en eux ne pourraient se trouver déconcertés d'une allusion aussi grossière et se mettre à faire des gestes incompatibles avec les traditions locales, comme fuir les magasins bondés d'acheteurs qui ne savent pas quoi donner en cadeau mais qui doivent absolument en donner quand même pour ne pas faire de la peine au(x) destinataire(s) du(des) dit(s) cadeau(x) et finiront donc par donner n'importe quoi pour se débarrasser, ou comme tourner à droite au feu rouge.

Et puis, entre vous et moi et le beu dans l'étable, un sapin, ça fait un peu trop terroir de che nous. Un palmier, un bonzaï, un hévéa, un baobab feraient bien plus l'affaire. Soyons multiculturels et ouverts sur le monde, que diable.

Déconcertés, donc, à moins que ce ne soit carrément choqués, avec toutes les conséquences que cela suppose. Je les comprendrais, notez. Etant moi-même un agnostico-pacifiste qui ne ferait de mal à une mouche que si elle venait se poser sur ma boulette de hambourgeois, il m'arrive tout de même, lorsque j'aperçois les décorations de Noël de ma voisine ou que j'entends une pub de disque de chansons de Noël (pas besoin d'entendre les cantiques, la pub de merde suffit), que de fugaces pensées de bazooka m'assaillent.

Mais que l'on se console, nous ne sommes pas les seuls à nous effacer pour ceux que nous avons le privilège d'accueillir ne se sentent point trop déconcertés. Récemment, le Royal Ontario Museum a en effet décidé de retirer de ses documents et artefacts toute référence à «Before Christ» et «Anno Domini» dans la datation afin de ne pas être «indélicat» à l'endroit de ceux qui, pour des raisons qui sont bien de leurs affaires, comptent les années autrement. Ces mentions ont été remplacées par «Before the Common Era» et «Common Era».

Une invention magistrale qui ne règle bien sûr strictement rien puisque l'on peut se demander à qui cette ère est «commune». D'ailleurs, si l'on transbahute le tout en français, on obtiendrait quelque chose comme «avant notre ère» et «de notre ère». Or «notre», adjectif possessif ayant des accointances avec la première personne du pluriel, renvoie à «nous». Or c'est qui, ça, nous? Ne trouvez-vous pas dans ce mot des remugles d'occidentalocentrisme excessif?

Vous verrez, chers amis, quand, sous peu, vous mourrez d'incrédulité, vous irez au paradis et vous trouverez dieu en train de rigoler, ou de pleurer, c'est selon, à la vue des choses que l'on fait en son nom.

Une autre question, et après vous pourriez aller faire vos achats du solstice. À la station de métro Berri-UQAM-Place Dupuis-Gare centrale-Future Grande Bibliothèque du Québec-Da Giovanni, un panneau réclame vante les vertus de Mégatit, un produit naturel qui, si j'ai bien compris, vous arrange la flore intestinale d'aplomb et redonne un sourire fendu jusqu'aux oreilles à votre Ford intérieur.

Or, parmi les bienfaits attribués au produit en question, j'en ai noté un: «Apparence minceur».

Est-ce à dire qu'après absorption de Mégatit conformément à la posologie, on est toujours aussi gros mais que ça paraît moins? C'est drôle; dans le temps, on disait «porter du noir».

jdion@ledevoir.com

HÉLÈNE BUZZETTI  
DE NOTRE BUREAU D'OTTAWA

Les deux élections partielles marqueront-elles la réconciliation du Québec avec le Parti libéral du Canada? C'est la question que d'aucuns se posent lors du dévoilement des résultats dans les circonscriptions de Lac-Saint-Jean-Saguenay et de Berthier-Montcalm lundi soir.

Ces deux châteaux forts du Bloc québécois ont vu partir leur député pour la scène provinciale, l'un avec succès (Stéphan Tremblay), l'autre moins (Michel Bellehumeur a été défait par l'adéquiste Sylvie L'Espérance). Résultat: les libéraux et les bloquistes sont au coude à coude au Québec: chacun détient 35 députés. Il reste un irréductible conservateur, André Bachand, dans Richmond-Arthabaska, et deux indépendants, Ghislain Lebel (ancien du Bloc) et Jean Carignan (ex-libéral).

Le Parti libéral du Canada n'a jamais réussi à faire élire une majorité de députés au Québec depuis le rapatriement unilatéral de la Constitution, en 1982. Le Parti conservateur a occupé le terrain québécois en 1984 et en 1988 et son éclatement a servi le Bloc québécois, pas le Parti libéral. Le temps de renouer avec les rouges est-il arrivé?

«Vous vous rappellerez qu'en 1984, on avait mangé une dégelée qu'on n'avait jamais connue dans l'histoire de notre parti. On était tombé à 12 sièges au Québec», a rappelé Jean Chrétien dans son discours de clôture du congrès de l'aile québécoise du parti, le week-end dernier à Montréal. Mais, a-t-il ajouté, les élections générales de 2000 ont signalé une remontée des libéraux au Québec qui pourra être confirmée aux partielles de lundi. «Après l'élection de l'an 2000, nous avons gagné la majorité des voix et presque la majorité des sièges, et Lucien Bouchard a démissionné par la suite, en voyant là, comme il disait, un signe que les Québécois et les Québécoises choisissaient encore une fois le Canada.»

C'est en tout cas la campagne que mènent les candidats libéraux dans les deux circonscriptions. Il faut voter du bon bord, se donner une voix au sein du seul parti en position de former le gouvernement, répètent-ils. Le Bloc québécois dénonce cette logique.

«En politique, ce n'est jamais bon de mettre tous ses œufs dans le même panier», résume Gilles Duceppe lors de son passage dans Berthier-Montcalm. Puis il s'enflamme contre ces députés libéraux du Québec qui, dit-il, ne défendent pas bien les intérêts de la province.

«Les libéraux vont à Ottawa dire tout à fait l'inverse de ce que le Québec dit, même en étant élu du Québec. Il faut quand même le faire, de renier ce qui est demandé par Québec unanimement. Ce sont des gens qui s'en vont là-bas, comme au bon temps de Pierre Elliott Trudeau, dans le temps où ils étaient 74 sur 75. Les 35 qui sont là disent bêtement: oui, Chrétien a raison; oui, Martin a raison. Ne donnons pas les congés parentaux, scrappons la Loi sur les jeunes contrevenants, détournons l'argent de la caisse d'assurance-emploi et appuyons Romanow. Les gens n'ont pas besoin de cela.»

## Bloc malmené

Le Bloc québécois a quand même la partie moins facile qu'à l'habitude. Vainqueur avec des majorités de plus de 14 000 voix auparavant, c'est avec une bien plus fragile marge qu'il réussira à conserver ses deux bastions... s'il les conserve. Car la pertinence du Bloc québécois sur la scène fédérale est encore remise en question dans cette campagne électorale. Cette fois, la critique vient de souverainistes convaincus.

## SUITE DE LA PAGE B 1

Les journaux d'opposition, *Haïti Observateur* en tête, mènent une campagne de dénonciation de «psychopathe» Aristide et de ses organisations populaires, qualifiées d'«armée cannibale», qui ont blessé des dizaines de manifestants par balles, par des jets de pierres ou au moyen de foudres.

Le Barreau haïtien et Reporter sans frontières, entre autres, ont dénoncé les violences perpétrées par les partisans d'Aristide et la passivité, voire la collusion de la police. Fait à noter, cependant, un groupe d'avocats, tout en s'associant à ces critiques, s'est en même temps inquiété d'une «volonté de changer l'équipe au pouvoir au prix de n'importe quelle alliance».

Aristide et son entourage sont également accusés de s'être enrichis dans le scandale de l'effondrement des banques coopératives, qui a fait perdre jusqu'à 200 millions \$US à de petits épargnants.

## Aristide lâché par les Américains?

Dans ce contexte trouble, l'envoi prochain de 8000 à 9000 militaires américains en République dominicaine (la moitié occidentale de l'île d'Hispaniola), pour des motifs officiels d'exercices et d'actions humanitaires, est interprété par plusieurs comme un signe que les États-Unis ont l'intention de lâcher Aristide.

D'ailleurs, Washington a récemment multiplié les commentaires assassins à son endroit. Le 30 octobre, après que des centaines de *boat people* haïtiens eurent débarqué sur la côte de Floride devant les caméras de télévision, l'émissaire américain à l'OEA, Roger Noriega, a menacé de considérer Haïti comme «un État paria» et Jean-Bertrand Aristide



ARCHIVES LE DEVOIR  
Jean Chrétien «Après l'élection de l'an 2000, nous avons gagné la majorité des voix et presque la majorité des sièges, et Lucien Bouchard a démissionné par la suite, en voyant là, comme il disait, un signe que les Québécois et les Québécoises choisissaient encore une fois le Canada.»

Dans Lac-Saint-Jean-Saguenay, l'ancienne circonscription de Lucien Bouchard, plusieurs organisateurs du parti se sont mis à la solde du libéral Gilbert Tremblay plutôt qu'à celle du bloquiste Sébastien Gagnon. Certains le font uniquement pour prendre leur revanche sur le Bloc, qui aurait mal supervisé l'investiture, mais d'autres le font parce qu'ils ne croient plus que la lutte pour la souveraineté doit se mener à Ottawa.

À la suite d'un reportage du *Devoir* publié jeudi dernier, tout l'appareil péquiste a assuré son soutien au Bloc. Les quatre députés péquistes du Saguenay (Stéphan Tremblay, Stéphane Bédard, Benoît Laprise et Jacques Côté) ont émis un communiqué de presse indiquant que «l'équipe souverainiste est derrière Sébastien Gagnon, qui est sans l'ombre d'un doute l'homme qu'il nous faut pour représenter la circonscription de Lac-Saint-Jean-Saguenay à la Chambre des communes». Et pour répondre à ceux qui reprochent à M. Gagnon de ne pas écrire dans son dépliant électoral qu'il milite pour la séparation du Québec, le PQ lance un cri du cœur: «Un vote pour le candidat du Bloc québécois est un vote pour la souveraineté!»

Le candidat lui-même a appelé au ralliement des militants souverainistes. «Je lance un appel particulier aux souverainistes de la circonscription. Nous qui avons à cœur de faire reconnaître notre statut de peuple à part entière, nous devons envoyer un message clair à Ottawa: nous avons la fierté d'être Québécois et nous ne nous laisserons surtout pas imposer le chantage des libéraux, qui n'ont qu'une seule préoccupation, celle de défendre Ottawa dans nos régions.»

L'ancien ministre péquiste Jacques Brassard a ajouté son grain de sel en minimisant l'ampleur du mouvement. «Je constate une certaine dissidence, mais je ne sens pas de mouvement de fond», a-t-il dit en entrevue radiophonique.

Cette froideur à l'endroit du BQ a des échos dans Berthier-Montcalm. Souverainiste et ex-

syndicaliste, Martial Brissette travaille maintenant pour le candidat libéral, Richard Giroux. Il croit que le temps est venu de donner une voix au comté à Ottawa et non pas des grands discours comme l'a été le député bloquiste sortant, Michel Bellehumeur.

«Il faut arrêter d'avoir le poing fermé, confie-t-il au *Devoir*. Le Bloc québécois, qu'est-ce qu'il a fait au fédéral? Il s'est accroché au pouvoir. Il faut se donner un lien, une route avec le fédéral.» M. Brissette, qui dit avoir milité autant pour M. Bellehumeur que pour l'ancien ministre péquiste Gilles Baril, prétend être devenu «réaliste»: «Moi, j'habite au fond d'un rang. Comment peut-on aider le fédéral? Je ne le sais pas parce qu'on ne me le dit pas.»

## Fédéralistes mous

Les souverainistes en réflexion ont d'autant moins de difficulté à se ranger cette fois-ci derrière les candidats libéraux que ces derniers n'ont pas la fibre fédéraliste très développée. Ils font valoir qu'ils ne sont pas de la même trempe que les libéraux québécois de la première vague Chrétien.

Ils n'ont pas la feuille d'érable tatouée sur la poitrine. Les deux sont visiblement des nationalistes mous.

Gilbert Tremblay, dans Lac-Saint-Jean-Saguenay, dit vouloir aller à Ottawa pour récupérer le «dû» de sa circonscription. Il admet avoir voté OUI en 1980. Son collègue de Berthier-Montcalm, Richard Giroux, ne l'admettra pas aussi clairement, mais il ne conteste pas qu'il a déjà été souverainiste.

«Je croyais que les Québécois devaient prendre confiance, dit celui qui a déjà détenu une carte de membre du Bloc québécois. Je suis un bleu-rouge!», résume-t-il.

Le discours tranche avec celui de Jean Chrétien, quelque temps avant les élections de 2000, lorsqu'il avait accusé l'Alliance canadienne de faire un «pacte avec le diable» parce qu'elle courtoisait deux députés bloquistes...

Les temps changent, estiment les deux candidats, qui fondent tous leurs espoirs sur l'arrivée de Paul Martin à la tête du parti.

## HAÏTI

tide comme «un président illégitime». Aristide n'a pas freiné la corruption ni le trafic de la drogue, avait-il souligné à cette occasion.

Plus tôt, l'ambassadeur des États-Unis, Brian Curran, avait estimé sur une radio privée que la démocratie était «menacée» en Haïti.

En même temps, le gouvernement américain est conscient qu'il n'y a pas de successeur idéal à Aristide et que son remplacement pourrait avoir pour conséquence un nouvel afflux de *boat people* vers les États-Unis, à un moment où les garde-côtes doivent concentrer leurs efforts sur la lutte antiterroriste.

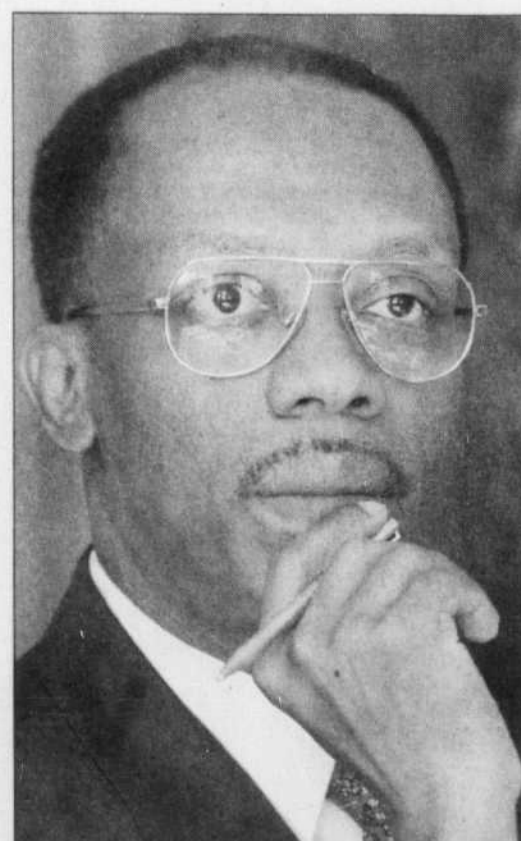
Il y a une constellation d'au moins treize partis politiques en Haïti. Face à Lavalas, quelques-uns des principaux partis d'opposition ont formé des coalitions.

L'une d'elles, appelée Convergence, comprend l'Organisation du peuple en lutte (OPL), le Mochrena et Espace, cette dernière entité étant elle-même formée de trois partis.

D'autres regroupements ont vu le jour récemment. Ainsi l'Union patriotique a été créée le lundi 21 octobre 2002, sous la direction de l'ancien président démocrate chrétien Leslie Manigat.

L'ancien chef d'État (1988), doyen de l'opposition haïtienne, avait quitté il y a plusieurs mois la Convergence démocratique, l'accusant d'avoir des positions «contradictoires» face à Aristide.

L'Union patriotique regroupe différentes formations démocrates chrétiennes, dont le PDCH (Parti démocrate chrétien haïtien) de Marie-France Claude, le Rassemblement des démocrates nationaux progressistes (RDNP) de Leslie Manigat, le Parti démocrate haïtien (PADEMH) de Claire Lydie Parent et l'Action démocratique de René Julien.



Jean-Bertrand Aristide

ARCHIVES LE DEVOIR

## • PERSPECTIVES •

# Kyoto, capitale de l'Europe!

## Symbole de l'unité européenne, le protocole de Kyoto pourrait relancer l'industrie nucléaire

CHRISTIAN RIOUX  
CORRESPONDANT DU DEVOIR

Paris — Il y a deux semaines, le maire de Chalon-sur-Saône, en Bourgogne, avait revêtu son plus beau complet pour présider une cérémonie à l'hôtel de ville. Cette municipalité de 52 000 habitants célébrait la signature d'une convention avec le Fonds mondial pour la nature (WWF) par laquelle elle s'engageait à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre d'ici trois ans. La Ville se fixait un objectif plus ambitieux, toutes proportions gardées, que celui de l'accord de Kyoto.

L'affaire sentait le coup de pub à plein nez puisque les grandes industries de Chalon (Air Liquide et Kodak) ne sont guère polluantes.

Un peu comme ces fabricants d'huiles végétales qui se vantent que leur produit ne contient pas de cholestérol.

L'exemple montre pourtant que Kyoto est devenu un véritable symbole en Europe. Comment les Européens ont-ils pu faire l'unanimité sur ce protocole alors que les Canadiens se crépent toujours le chignon?

Pour répondre à cette question, il faut remonter à l'époque du Sommet de Rio (1992), où les Européens, menés par l'Allemagne, jouaient déjà un rôle de défricheur.

«Pour les Européens, Kyoto est devenu avec les années le symbole d'une véritable politique européenne commune», dit Jean-Charles Hourcade, directeur de recherche au CNRS. C'est quelque chose que les pays européens ont mené ensemble. Dès le début, la solidarité a dépassé les réticences de chaque pays. Il était peu envisageable qu'un pays fasse défection.»

Le rôle de l'Allemagne fut déterminant. Longtemps avant l'élection du gouvernement rouge-vert de Gerhard Schröder, c'est sous Helmut Kohl (en 1995) que l'orientation décisive fut prise en faveur de l'établissement de quotas.

Les Allemands ne voulaient pas de taxes, le gouvernement ayant signé un accord avec l'industrie excluant toute taxe sur les émissions de gaz polluants.

Depuis cette époque, l'unité européenne n'a fait que se renforcer autour de la position allemande. On peut même dire qu'elle est encore plus solide depuis que George Bush a opposé une fin de non-recevoir à Kyoto.

### La prime au pollueur

La pilule est d'autant plus facile à avaler pour les Européens qu'elle fait moins mal.

Les Quinze pourraient avoir moins de difficultés que d'autres régions du monde à atteindre leur objectif, soit une réduction de 8 % d'ici 2010 de leurs émissions de gaz à effet de serre (calculées en 1990). Selon l'Agence européenne de l'environnement (AEE), ces émissions ont déjà diminué de 4 % entre 1990 et 1999.

Toujours selon l'AEE, ces progrès découlent pour moitié de facteurs ponctuels, comme l'abandon du charbon au profit du gaz naturel au Royaume-Uni et la restructuration du secteur énergétique allemand après la réunification. Plus de la moitié des États membres sont déjà en voie de dépasser les objectifs fixés.

On s'attend à ce que les Allemands et les Anglais atteignent ceux-ci assez facilement. Ajoutez à cela une croissance économique moins importante que prévu et vous saurez pourquoi il n'y a pas de grandes inquiétudes en Europe à propos de Kyoto.

Les quotas sont évidemment différents selon les pays. Les Britanniques et les Allemands ont accepté des objectifs ambitieux. Ceux des pays du Sud le sont beaucoup moins. La France se trouve quelque part entre les deux.

Les pays producteurs de charbon s'en tirent plus facilement que les autres. Il leur suffit d'accélérer le passage à d'autres sources d'énergie déjà programmé depuis longtemps.

C'est le cas du Royaume-Uni, qui doit réduire de 12,5 % ses émissions entre 2008 et 2012, ce qui implique une réduction de 20 % des seules émissions de dioxyde de carbone.

L'Allemagne possède aussi de gros gisements de charbon. Leur fermeture devait survenir un jour ou l'autre. Il suffira de faire plus de place au gaz naturel et aux éoliennes, dit Jean-Charles Hourcade.

Mais la carte maîtresse de l'Allemagne se trouve dans la faible efficacité énergétique de l'ex-Allemagne de l'Est. Ses industries vieillissantes devaient être modernisées. L'Allemagne pourra donc concentrer son action dans les secteurs électrique et industriel. Là où ça fait le moins mal.

Ce n'est pas le cas de la France, qui est un des pays européens les moins polluants. L'essentiel de son électricité est produit par des réacteurs nucléaires qui ne rejettent dans l'atmosphère que de la vapeur d'eau. Paradoxalement, la France a donc moins de marge de manœuvre.

Elle risque de devoir intervenir dans des secteurs plus sensibles, comme les transports. Les taxes sur l'essence ne sont pas plus populaires en France qu'en Alberta.

Faut-il parler d'une prime au pollueur?

Les petits pays ont moins de marge de manœuvre puisqu'ils jouent sur un clavier moins grand. Les Pays-Bas et l'Autriche, en particulier, se sont donné des objectifs très ambitieux. Ils ne sont pourtant pas de grands pollueurs et s'appuient largement sur l'hydroélectricité.

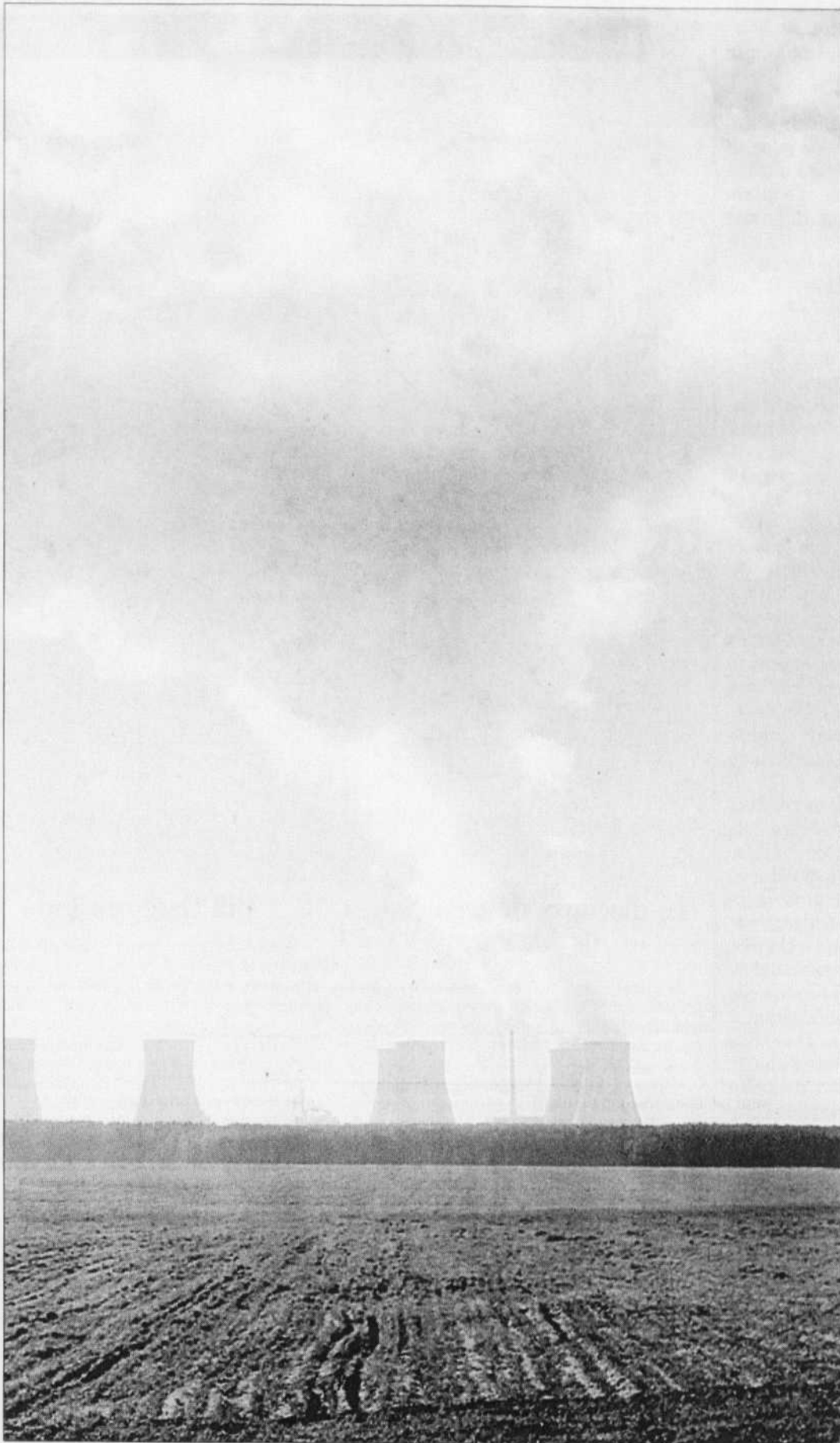
La Grèce et le Portugal pourraient aussi avoir des difficultés à atteindre leurs objectifs. Non pas parce que ceux-ci sont élevés, mais parce que ces pays sont en pleine croissance, explique Hourcade. L'Italie et la Grèce ont d'ailleurs été les derniers à donner leur feu vert à Kyoto.

### Feu vert au nucléaire?

Mais personne ne bat la Finlande.

Le ministère de l'Environnement finlandais est heureux d'annoncer que son pays a atteint ses objectifs d'émission de dioxyde de carbone dès 1999. Les plus perspicaces auront pourtant remarqué que ce pays modèle vient aussi d'annoncer la construction d'un cinquième réacteur nucléaire.

La Finlande brise ainsi un tabou puisque aucun pays européen n'avait osé s'engager dans une telle entreprise depuis le traumatisme de Tchernobyl, en 1986.



Quand les centrales nucléaires et les champs font bon ménage: des atomes crochus avec la nature.



Petite heure de pointe sur une autoroute de Paris: pollution, quand tu nous tiens.

À la faveur de Kyoto, le vent semble en train de tourner. Deux ans après la décision de l'Allemagne de sortir du nucléaire vers 2020, le gouvernement suédois vient de repousser la fermeture de ses installations de 2010 à... 2040! En 1980, les Suédois avaient pourtant décidé par référendum d'en finir avec le nucléaire.

Une majorité de Suédois est aujourd'hui défavorable au démantèlement des centrales. À l'heure où l'Asie et les États-Unis s'intéressent plus que jamais au nucléaire, l'Europe n'a pas l'intention d'abandonner son expertise dans ce domaine.

Même si le nucléaire est toujours banni en Autriche, au Danemark, en Grèce, en Irlande et en Norvège, la commissaire européenne chargée de l'énergie n'hésite pas à faire ouvertement le lien avec le protocole de Kyoto.

«Si nous renonçons au nucléaire, nous ne respecte-

rons pas Kyoto, déclarait-elle en mai dernier. C'est aussi simple que cela, et il faut le dire crûment pour que les gens le comprennent bien.»

Elle se faisait l'écho de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Son directeur de la planification, Hans-Holger Rogner, estime aussi que le recours au nucléaire est la seule façon d'atteindre les objectifs de réduction des gaz à effet de serre que s'est fixé l'Union européenne.

Ceux qui suivent le dossier depuis le début se souviennent qu'à l'origine, le ministre allemand de l'Environnement, l'écologiste Juergen Trittin, n'était pas considéré comme un chaud partisan de Kyoto. Il craignait, dit Jean-Charles Hourcade, que cela relance le nucléaire en Europe.

Ses craintes semblent aujourd'hui sur le point de s'avérer.



Michel David

## L'exécution

Quand Bernard Landry a retenu les services de Josée Legault, il ne pouvait pas ignorer à qui il avait affaire

Il ne serait pas très difficile de me convaincre qu'un conflit de personnalités avec la nouvelle directrice de cabinet du premier ministre Landry, Brigitte Pelletier, se soit superposé à un différend de nature politique pour provoquer le renvoi de la politologue-conseillère, Josée Legault. Quand les positions sont aussi diamétralement opposées, il devient parfois très difficile de faire la part des choses.

Chacun a les défauts de ses qualités. La foi souverainiste de Mme Legault est à ce point intense qu'elle peut certainement devenir intraitable, voire insupportable dans le feu d'une discussion. S'il y a quelqu'un à qui l'expression «pure et dure» convient parfaitement, même si elle la refuse, c'est bien elle. Je me souviens d'un face-à-face télévisé avec le sociologue Pierre Drouilly, il y a quelques années. À la place de M. Drouilly, j'aurais sans doute éprouvé une furieuse envie de lui tordre le cou. Quand il a retenu ses services, M. Landry ne pouvait pas ignorer à qui il avait affaire.

Peu importe la véritable raison de son congédiement, il est parfaitement normal pour un chef de cabinet de choisir les gens avec lesquels il veut travailler et d'écarter ceux avec lesquels un minimum d'entente lui paraît impossible. Le congédiement d'un conseiller politique n'a donc rien d'exceptionnel.

Ce qui étonne dans le cas de Josée Legault, c'est l'acharnement que le bureau du premier ministre a mis à la noircir. Non seulement elle aurait un caractère exécutable, mais elle serait également paresseuse, brouillonne, incompétente et j'en passe. Si c'est le cas, on se demande bien pourquoi il a fallu tant de temps à s'en rendre compte. Si elle ne l'avait citée la première, on aurait tout de suite pensé au proverbe du chien qu'on accuse de la rage parce qu'on veut le noyer.

Je n'ai aucun souvenir d'un chef de cabinet qui émet un communiqué pour argumenter sur les motifs d'un renvoi, qu'ils soient fondés ou non. Ce genre d'exécution se fait normalement d'un seul coup de hache, après quoi on ne revient plus sur le sujet.

Mme Legault s'est dite surprise de se voir signifier son congé au lendemain d'un conseil national où M. Landry a fait de gros efforts pour convaincre les militants péquistes de sa nouvelle détermination à promouvoir la souveraineté. Sans blague, elle ne s'imaginait tout de même pas qu'on allait la mettre à la porte la veille du conseil national!

D'ailleurs, il semble un peu étrange qu'elle n'ait pas vu venir le coup. Il y a pourtant des signaux qui sont clairs. Quand on lui a offert la présidence de la Commission de toponymie, elle aurait bien dû se douter que sa présence au bureau du premier ministre n'était plus désirée très ardemment.

À moins d'être vraiment inconsciente, il est difficile de croire qu'elle ait sérieusement pensé que M. Landry puisse la nommer au conseil des ministres sans même qu'elle soit élue à l'Assemblée nationale. Ou encore à la présidence du futur Conseil de la souveraineté. Mme Legault est sans doute une militante d'une ardeur hors du commun, mais elle a aussi la réputation d'être totalement incontrôlable. Même dans un moment d'égarement, M. Landry n'aurait pas pris un tel risque.

Au printemps dernier, elle laissait entendre qu'elle pourrait quitter d'elle-même le bureau du premier ministre, afin de se consacrer à temps plein à son élection dans le comté de Mercier, où elle avait fait une première tentative d'arracher l'investiture péquiste à Robert Perreault, en 1998. Étre élue députée était le rêve de sa vie, disait-elle.

Pourtant, elle n'a pas fait beaucoup d'efforts en ce sens au cours des derniers mois.

En vertu des règlements du PQ, il n'est plus possible de recruter de nouveaux membres qui seront autorisés à voter lors de l'assemblée d'investiture du 9 février. La lutte se fera donc entre Pierre Tardos et Daniel Turp.

Plusieurs au PQ seront soulagés de savoir que Mme Legault ne sera pas sur les rangs. Le comté de Crémazie, où Manon Blanchet ne sollicitera pas un renouvellement de mandat, serait disponible, dit-on, mais personne ne parierait sur les chances du PQ. La principale intéressée a elle-même qualifié une éventuelle candidature de «peu probable».

On a peut-être exécuté Josée Legault, mais il y a des cadavres qui peuvent devenir très embarrassants. Il suffit de penser à Yves Michaud, dont l'affaire n'est toujours pas réglée et dont les partisans ne désarment pas. Coïncidence, c'est Mme Legault qui avait été chargée de trouver un accommodement avec lui. Ce n'est tout de même pas sa faute si M. Landry n'en finit plus de reporter les modifications au règlement de l'Assemblée nationale qui permettraient d'en finir enfin avec ce triste épisode.

Mme Legault ne rentrera sûrement pas dans ses terres. Elle va plutôt joindre sa voix à celles de l'ex-ministre de la Justice, Paul Bégin, qui l'a déjà élue au rang de «conscience du PQ», et de tous ceux qui estiment que M. Landry a en pratique tourné le dos à la souveraineté.

On peut compter sur elle pour mettre de l'ambiance à l'approche du congrès d'orientation de mars prochain.

C'est peut-être après les prochaines élections, quand s'amorcera le vrai débat sur l'avenir du PQ, que Josée Legault donnera sa pleine mesure. «J'espère que ceux qui ne prendront la relève seront là pour la souveraineté et non pas pour leur carrière», a-t-elle lancé mercredi. On peut compter sur elle pour y veiller.

mdavid@ledevoir.com

## É D I T O R I A L

## Pas de panique!

Dans un jugement partagé, la Cour suprême a décrété que les plantes et les animaux ne peuvent pas être brevetés au Canada. Ou, plus précisément, la cour a décidé que la Loi sur les brevets n'englobe pas, dans sa formulation actuelle, des formes de vie supérieure. À juste titre, le plus haut tribunal du pays renvoie les élus à leurs responsabilités. Au Parlement, donc, de rajouter une loi qui ne répond plus aux grandes découvertes de notre époque.

L'université Harvard réclame depuis de nombreuses années un brevet d'invention pour sa souris transgénique, mammifère prédisposé au cancer en raison de modifications génétiques. La décision de la Cour suprême place le Canada dans une catégorie à part, les États-Unis mais aussi le Japon et l'Europe ayant accepté de breveter le petit mammifère. Il faut néanmoins nuancer cet isolement puisque, dès 1995, le commissaire aux brevets du Canada avait accordé un brevet pour le gène de susceptibilité au cancer de la souris. Certaines étapes majeures sont parfaitement reconnues.

Cette semaine, des porte-parole de l'industrie des biotechnologies ont dit craindre des représailles contre les chercheurs canadiens. Ce sentiment nous semble grandement exagéré, non seulement en raison du fait que certaines étapes du processus ayant conduit à l'oncosouris sont reconnues mais aussi si on tient compte des pratiques en cours.

En effet, la grande majorité des chercheurs qui font des découvertes intéressantes s'empresse de faire breveter leurs «inventions» aux États-Unis, où se trouvent les possibilités de commercialisation les plus prometteuses. De plus, déjà, les comités d'éthique des publications américaines le moins prestigieuses exigent des Canadiens désireux d'y faire état de leurs recherches qu'ils se soumettent à leurs règles. Bref, voilà un domaine où l'intégration continentale est passablement avancée.

Ces considérations ne doivent pas faire oublier le principal message de la Cour suprême, à savoir que la loi actuelle doit être modifiée.

La prudence de la majorité des juges s'accorde parfaitement avec une certaine méfiance des Canadiens vis-à-vis du secteur de la génétique. D'ailleurs, les pressions qu'exercera l'industrie pharmaceutique sur le gouvernement fédéral afin de le mener à clarifier sa loi pourraient permettre la poursuite d'un indispensable débat. La génétique, outre les indéniables progrès scientifiques qu'elle recèle, pose, ne l'oublions pas, des questions de nature éthique.

Ces questions sont nombreuses et de divers ordres. Par exemple, s'il est important de protéger la propriété intellectuelle des scientifiques de manière à encourager la recherche, il est tout aussi important de s'assurer que l'utilisation d'une «invention» brevetée soit accessible au plus grand nombre. Jusqu'où faut-il aller? Faut-il commercialiser un brevet qui freinera l'accès à un soin de santé, tel un test diagnostique? La réponse, à notre avis, est non.

Lorsqu'il acceptera de réviser sa loi, le gouvernement canadien ne partira pas de zéro. Il a en main le rapport très fouillé du Comité consultatif canadien de la biotechnologie, rendu public il y a six mois. Ce groupe de travail souhaite vivement que le Canada accepte de breveter les plantes et les animaux.

Sans être fataliste, reconnaissons qu'il sera difficile pour le Canada de refuser encore longtemps de breveter certaines formes de vie supérieure. Mais cela n'est pas nécessairement un mal. Ce qui est capital, par contre, c'est que les balises nécessaires soient posées afin que la commercialisation de contenu de brevets ne contrevienne pas aux valeurs de la population. Le Canada peut encore poser ses limites.

paulesrivieres@ledevoir.ca

## La chute américaine

L'image actuelle des États-Unis à travers le monde s'avère l'agencement de toutes les rancœurs et contrariétés qui font la mauvaise réputation. La publication cette semaine d'une vaste étude menée par The Pew Research Center de Washington auprès de 38 000 personnes réparties dans 44 pays révèle que le degré d'affection à l'égard des États-Unis est à son plus bas depuis des lustres. Depuis le précédent diagnostic, réalisé il y a deux ans, la notoriété de cette nation a perdu passablement de son éclat partout dans le monde musulman, de même qu'en Europe. Pire, tout le crédit récolté, si l'on ose dire, aux lendemains du 11 septembre 2001 s'est réduit comme peau de chagrin.

Faite d'aversion ou de haine, cette disgrâce reflète le rejet de la politique arrêtée par le président Bush pour contrer le terrorisme et de celle retenue pour renverser Saddam Hussein. Avant d'en relever les principaux traits, il faut souligner l'influence que l'anti-américanisme persistant, «ce socialisme des imbéciles», a imprimé sur bien des résultats de l'enquête. A contrario, la forte inclination unilatéraliste de l'administration Bush ne pouvait que favoriser, en partie, cette montée de fièvre.

Une fois toutes les données soupesées, on constate que les ambivalences, les contradictions et les faux-semblants de la politique américaine à l'endroit du monde musulman ont produit cet effet boomerang. Pour les musulmans, les États-Unis sont considérés comme le gardien du statu quo de régimes qui les oppriment. L'exemple par excellence est ce soutien quasi sans failles que Washington apporte aux féodaux qui règnent en Arabie Saoudite. Qui plus est, ce cas a ceci de particulier que les wahhabites, archimajoritaires en ce pays, sont détestés un peu partout dans l'univers musulman.

En outre, on ne comprend pas comment il se fait que les États-Unis chantent, côté cour, les vertus de la démocratie et freinent, côté jardin, l'organisation d'élections. Pour une forte majorité de musulmans, ce «deux poids, deux mesures» est jugé comme un révélateur. Lequel? Ce pays est en partie en guerre contre l'Islam. On croit en cela car on pense qu'après l'élection d'une majorité d'islamistes au Pakistan, en Indonésie, en Turquie et auparavant en Algérie, où il y a eu annulation, les États-Unis font tout pour que cela ne se répète pas.

Il y a enfin le dossier de l'Afghanistan. A tort ou à raison, le monde musulman aurait souhaité qu'après l'épisode militaire, les États-Unis s'emploient à faire du nation-building. Paradoxalement, on voudrait qu'ils soient plus présents pour tout ce qui a trait à la société civile. Le fait que les Américains se soient pratiquement cantonnés à un rôle de soldat conforte l'idée, toujours au sein de l'univers musulman, que ceux-ci sont habités par le désir de guerre et seulement par lui. Il va sans dire qu'il s'agit là d'un énorme malentendu.

Peut-être bien que cette maxime composée un jour par un prince autrichien devrait être mise à l'ordre du jour de Bush: «On peut faire beaucoup de choses avec des baïonnettes, mais on ne peut jamais s'asseoir dessus.»



Serge Truffaut

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA  
LE 10 JANVIER 1910  
FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAFON  
Vice-présidente finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
MARIE-ANDRÉE LAMONTAGNE, LOUIS LAPIERRE  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## LETTRES

## Le discours démagogique de M. Facal

Le Devoir rapportait le 21 novembre que le président du Conseil du trésor attribuait aux mouvements sociaux, par leurs revendications incessantes et leurs critiques, la montée de la droite au Québec.

Vraiment, M. Facal sombre dans la démagogie! Attiser volontairement le ressentiment envers les mouvements sociaux qui s'engagent au nom de l'idéal d'une société plus juste et plus démocratique, et ce, avec la prétention d'être le porte-parole d'une «classe moyenne» qui serait exaspérée par les luttes contre l'exclusion et la pauvreté, c'est du populisme indigne d'un ministre du gouvernement.

Vraiment, il y a quelque chose qui est en train de pourrir au «royaume du Québec». Et ce quelque chose, c'est la qualité du lien social. Ce n'est pas avec de telles déclarations intempestives et irresponsables que nous allons résister au vent de droite qui est en train de miner les valeurs fondamentales de solidarité qui ont fait jusqu'ici du Québec une société distincte en Amérique du Nord.

Marco Veilleux  
Centre justice et foi  
Montréal, le 22 novembre 2002

## Bill Gates en Inde

Quelle surprise j'ai eue le 15 novembre en voyant la moitié de la page B 1 du Devoir consacrée à Bill Gates donnant quelques sous en Inde pour promouvoir la vente de ses logiciels qui sont attaqués dans ce pays.

Soyons réalistes, 500 millions donnés à l'Inde ne représentent rien comparativement à ce qu'il va recevoir si l'Inde change sa politique actuelle en faveur des logiciels libres.

Bill Gates dit aussi qu'il donnera sa fortune aux œuvres de charité. Lui dont la compagnie ne donne pas un sou en dividende à ses actionnaires. Il ne faut pas rêver.

Chaque fois que Gates a donné quelque chose, c'était pour mieux recevoir; les cadeaux empoisonnés qu'il a donnés en Afrique dernièrement lui sont restés dans la gorge lorsque la Namibie a refusé les quelques «cadeaux» qui la liaient coûteusement à Microsoft (références: <http://www.theregister.co.uk/content/4/27878.html> et <http://www.schoolnet.na/pr/mstrelease.html>).

Le cadeau de 500 millions que fait Gates à l'Inde, c'est un placement de guerre dans ce conflit qui oppose Microsoft au logiciel libre. Les pays du monde entier décident actuellement de politiques de gestion technologique, ceux-ci veulent remplacer les technologies propriétaires par des technologies libres. Le but est, pour ces pays, de décider s'ils vont prendre

le contrôle de leurs technologies en éduquant leur peuple ou s'ils vont se transformer en acheteur sans pouvoir des technologies américaines.

Le Canada et le Québec ont déjà décidé de devenir des acheteurs, l'Inde a décidé de prendre en main son avenir et de former sa main-d'œuvre.

Le Devoir ne devrait-il pas promouvoir la connaissance plutôt que l'ignorance? Au cours des derniers mois, Gates ainsi que les principaux ministres de Microsoft ont parcouru le monde (Chine, Australie, Amérique du Sud, Afrique) pour «donner des cadeaux» dans les pays qui ont mis en place des politiques de gestion technologique basées sur la connaissance plutôt que sur l'achat; en faire part dans votre journal rétablirait les faits.

Denis Bergeron  
Sociologue et informaticien  
Montréal, le 15 novembre 2002

## La simplicité volontaire

Certains spécialistes demandent une augmentation salariale de 70 000 \$ par année. «C'est du champagne dans un gros tonneau», m'a dit Diogène.

A Delphe, la pythie m'a dit: «La modération [une des quatre vertus grecques] a bien meilleur goût.»

G-H. Turgeon  
Québec, le 15 novembre 2002

## REVUE DE PRESSE

## Le gaspillage fédéral carabiné et la Caisse des soupçons

Antoine Robitaille

Le cafoillage coûteux dans la gestion du programme fédéral d'enregistrement des armes à feu a dominé les manchettes du ROC, cette semaine. Le programme a coûté énormément plus cher que prévu, ce que le gouvernement a caché au Parlement.

Le Globe and Mail dénonçait jeudi l'arrogance libérale face à ce «cas patent de gestion incompétente». Certes, admet le Globe, il n'est pas facile de défendre l'indéfendable, mais «il n'est pas déraisonnable d'attendre que nos élus fassent preuve, en pareilles circonstances, d'un peu de remords», qu'ils se risquent au moins «à quelques explications honnêtes». Le Globe n'en revient pas de l'attitude des ministres: de Martin Cauchon, d'abord, qui «s'est borné à dire que la vérificatrice n'a pas trouvé d'irrégularités», juste des dépassements de coûts. (John Ibbitsson réclamait d'ailleurs la tête du ministre Cauchon, jeudi, dans le même journal.) Le Globe s'en prenait ensuite à Allan Rock, ministre qui a présidé à la création du registre d'armes à feu. Rock a tenté cette semaine de noyer l'affaire dans la sensiblerie —

«la vie humaine, ça n'a pas de prix» — et l'identité nationale — le contrôle des armes à feu est une «valeur canadienne» qui nous distingue de nos voisins du Sud. Le Globe réplique à ce dernier, d'abord, qu'il n'est pas certain que le programme ait eu quelque effet que ce soit sur la sécurité publique. Deuxièmement, «la responsabilité fiscale est tout autant une valeur canadienne», ironise le Globe.

Le National Post, lui, s'en prenait jeudi de façon véhémente au «parti du gaspillage», c'est-à-dire le Parti libéral de Jean Chrétien. «Le registre des armes à feu n'est certainement pas le seul exemple de mauvaise gestion libérale». Et le Post de se lancer dans une liste accablante: en 2001, c'était l'affaire de la subvention de 350 millions aux personnes âgées pour le chauffage de leur demeure — «des chèques avaient été envoyés à 7500 personnes décédées et à 4000 non-résidents, dont certains qui avaient utilisé l'ar-

gent pour couvrir le coût de l'air climatisé dans leur maison de retraite de Floride». En 2000? C'était l'année du scandale du milliard évaporé au ministère des Ressources humaines. «L'argent avait été utilisé par des libéraux dans des projets électoralistes à la veille des élections de 1997.» En 1999 éclatait l'affaire des 3,6 milliards octroyés aux bandes autochtones sans règles comptables ni suivi. Le Post poursuit avec plusieurs autres exemples et conclut: «Le dernier rapport de la vérificatrice dresse un tableau de l'arrogance, de l'incompétence, de l'immoralité libérale qui dépassent l'entendement.»

C'est inévitable. Pour que Diane Francis, chroniqueuse au Financial Post, aborde un sujet québécois, une condition doit être remplie: ledit sujet doit lui permettre de corroborer sa mauvaise opinion à l'égard de notre coin de Dominion. Il y a des gens comme ça: la réalité ne leur réserve jamais de surprise puisqu'à leurs yeux n'apparaît que ce qui confirme leurs thèses. Cette attitude a un nom: préjugé. Tout est toujours déjà jugé, et sans appel.

Francis dissertait donc mardi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec. La crise qui secoue l'institution québécoise fondée en 1965 «sur recommandation de Jacques Parizeau, à l'époque un crypto-séparatiste», constitue un «coup dur pour le concept du Québec inc.», lequel a été forgé «par les sécessionnistes pour aider à financer la séparation de la province». Pour Francis, l'arrivée d'Henri-Paul Rousseau et la réduction de 14 % du personnel qu'il vient d'effectuer marquent une rupture avec la direction très politique que ses prédécesseurs avaient donnée à l'institution. D'ailleurs, c'est pourquoi la Caisse, historiquement, a eu une si mauvaise performance depuis 1992, «une moyenne de 9,2 %, traînant ainsi derrière le taux médian des grands fonds canadiens, qui se situe à 10,6 %». Sans compter, dit Francis sur le ton «vous l'avez bien mérité», que de récents problèmes de la Caisse amoindriront encore plus cette performance.

Bien sûr, note-t-elle, ces derniers temps, les

marchés boursiers n'ont été cléments pour personne. Mais la Caisse est en moins bonne posture encore puisqu'elle «a été mal utilisée à plusieurs occasions, soit pour punir des anglophones, soit pour garder au Québec des sièges sociaux ou encore pour récompenser de «bons Québécois» ou leurs entreprises». Résultat de ce nationalisme économique: «le flop qui se présente à nous», dit Francis en soulignant que la Caisse, dans le classement des 20 fonds canadiens les plus importants, se trouve dans la cave. Insistant sur les odeurs de corruption, Francis s'attarde au cas du gestionnaire Claude Séguin, qui se serait fait payer par la Caisse les services d'un architecte «pour des travaux personnels». Elle présente aussi Michel Nadeau, qui a maintenant quitté son poste, comme un mégalomane ouvrant frénétiquement des bureaux de la Caisse partout à l'étranger. Voilà ce qui arrive, assène-t-elle, aux «bureaucrates» que des «politiciens ont laissés jouer avec les économies de toute une génération» de Québécois.

Se penchant sur cette «relique ressuscitée» qu'est selon lui le Conseil de la souveraineté (CS), le National Post faisait preuve d'originalité, jeudi, en éditorial. Il recommandait l'abolition de l'adversaire du CS, le Conseil pour l'unité canadienne (CUC). «Y a-t-il vraiment quelque chose qui croit sincèrement que c'est l'action du CUC, plutôt que les considérations économiques et l'évolution démographique de la population québécoise, qui a mis l'option souverainiste au rancart?» Selon le Post, cet organisme «a peut-être eu une certaine utilité en son temps», mais il représente aujourd'hui «un bizarre gaspillage» de fonds publics considérant que le «courant contre lequel il se bat est mort». Bien sûr, note le Post, ce CUC a au moins le mérite de défendre les «mérites d'un pays existant» alors que le Conseil que le PQ «s'apprête à réanimer» en défendra un qui «n'existe même pas». En plus, le Conseil de la souveraineté «serait dirigé par Jacques Parizeau, cet ancien premier ministre pompeux qui tua le mouvement souverainiste moderne en liant à l'intolérance raciale».

## IDÉES

## Appel pour un changement lucide et éclairé

Comment devons-nous faire évoluer le modèle québécois de manière à ce qu'il continue de promouvoir des valeurs de justice et de démocratie ainsi que le mieux-être des Québécois?

**N**ous sommes de tous les milieux, de divers métiers et professions, de plusieurs régions du Québec. Nous sommes citoyens du Québec et nous voulons une société juste et démocratique.

L'électorat québécois sera appelé aux urnes dans le courant de l'année qui vient. Comme d'autres, nous voulons du changement. Mais nous voulons un changement lucide et éclairé. En quoi le «modèle québécois» doit-il être modifié pour répondre aux besoins du Québec d'aujourd'hui?

À l'invitation d'un premier groupe de six personnes, nous avons signé cet appel qui s'adresse à tous les partis politiques mais aussi à tous nos concitoyens. Nous les convions à participer à cet exercice de réflexion. La publication de ce texte est le premier acte d'une démarche qui aboutira, les 15 et 16 février 2003, à un forum de discussion organisé à Montréal et ouvert au public. Ce forum sera l'occasion de formuler des propositions pour influencer le cours des choses.

Les termes de la discussion ne peuvent pas se limiter à des considérations budgétaires et économiques. Plusieurs questions se posent. Que faut-il faire pour sauvegarder l'accessibilité et l'universalité du système de santé et du système scolaire? Comment réduire les écarts entre les plus riches et les plus pauvres? Comment faut-il réformer nos institutions démocratiques? Jusqu'à quel point et de quelle manière l'État peut-il réagir à l'ébranlement de la famille traditionnelle et à la précarisation de l'emploi? Comment appliquer les principes du développement durable? Dans quelle mesure le vieillissement de la population, la mondialisation, l'économie du savoir, le pluralisme culturel, l'immigration et l'impact du progrès scientifique nous forcent-ils à revoir nos façons de faire?

## Un «modèle» en évolution

Le «modèle québécois» ne se résume pas au rôle joué par l'État dans l'économie. C'est plutôt l'ensemble des pratiques sociales et démocratiques, des initiatives économiques et des interventions gouvernementales qui s'articulent les unes aux autres pour créer la richesse et la redistribuer équitablement, rendre les services publics avec efficacité, protéger les droits des individus et défendre le bien commun.

Il faut d'abord constater que ce «modèle» n'est pas figé dans le temps. Il a évolué depuis la Révolution tranquille. Il fut d'abord construit à partir d'instruments collectifs, l'école publique aussi bien qu'Hydro-Québec et d'autres. Les francophones, peu présents dans les affaires et la finance, se sont d'abord appuyés sur l'État qui prenait forme en même temps qu'une nouvelle conscience nationale.

Sur ce fond institutionnel, le «modèle» a par la suite intégré la société civile comme levier de développement. Cette force de changement s'est exprimée autant dans le dynamisme d'une nouvelle classe d'affaires que dans les autres secteurs: les syndicats créaient des fonds de solidarité et l'action communautaire multipliait les innovations sociales et culturelles.

Ce modèle fait l'objet de critiques acerbes sur le plan économique. Et pourtant... Nous sommes un peu moins riches que les Ontariens et les Américains. Nous l'étions déjà et l'étions encore moins il y a 40 ans, il y a même dix ans. Mais au cours de la dernière décennie, nous nous sommes enrichis plus vite, notre productivité s'est accrue davantage et le revenu disponible des Québécois a crû plus rapidement qu'en Ontario, auquel on aime se comparer.

La richesse produite par habitant (PIB par habitant) a augmenté de 33 % au Québec entre 1991 et 2000, contre 18 % au Canada et 16 % en moyenne dans les pays de l'OCDE. L'écart de richesse entre le Québec et l'Ontario est passé de 21 % en 1960 à 7 % aujourd'hui. Et le taux de chômage au Québec, tombé à 8,1 % en octobre dernier, est le plus bas enregistré depuis 25 ans. Le modèle québécois de développement économique semble nous avoir bien servis.

Sur d'autres plans, les progrès sont manifestes. Près du tiers des jeunes fréquentent l'université. Les élèves québécois âgés de 15 ans sont les premiers en Occident en mathématiques et en sciences, deuxième en lecture. En matière d'environnement, le Québec affiche le meilleur bilan au Canada pour ce qui est de l'émission des gaz à effet de serre. La culture québécoise a connu un important essor et nos créateurs rayonnent, toutes disciplines confondues.

En contrepartie, le tiers des jeunes quittent l'école secondaire sans diplôme. Le Québec affiche l'un des pires taux d'analphabétisme en Occident. L'impact environnemental de nos politiques forestière et agricole est fortement dénoncé. Le taux de lecture est à la baisse. Des Québécois ont le sentiment de vivre dans une société bloquée, cassée en deux, à la merci des corporatismes.

## Des changements souhaitables

Certains principes, certaines valeurs ne peuvent pas être sacrifiés au nom du changement. La liberté est sans aucun doute la valeur la plus importante pour un individu. Mais la recherche de la liberté, qui tient compte du désir d'autonomie personnelle, de la nécessaire reconnaissance de l'effort et du sens des responsabilités, ne peut être dissociée de la lutte pour la justice sociale. Une société solidaire veut la liberté, mais elle veut la liberté pour tous, pas seulement la liberté des riches. Par exemple, une école publique qui ouvre les horizons de tous les enfants, quels que soient leur milieu d'origine ou la famille dans laquelle ils naissent, un système de santé pu-



Une société solidaire veut la liberté, mais elle veut la liberté pour tous, pas seulement la liberté des riches. Par exemple, une école publique qui ouvre les horizons de tous les enfants, quels que soient leur milieu d'origine ou la famille dans laquelle ils naissent

blic, accessible et universel, sont des gages de liberté pour tous.

Au nom de l'équité intergénérationnelle, il faut assurer la pérennité des services publics. Comment consolider le financement des services de santé et d'éducation? Faut-il rembourser une partie de la dette publique? Comment rendre plus transparent le lien qui existe entre les impôts payés et les services reçus? Mais aussi: de quelle manière peut-on améliorer l'accès à la culture et accroître la qualité de l'éducation de nos enfants?

Au-delà des acquis à préserver, l'État doit adapter son rôle en fonction de nouvelles réalités. Les lois du travail ne doivent-elles pas tenir compte des besoins des nouveaux travailleurs autonomes, à temps partiel, temporaires ou à contrat? Comment peut-on compenser la faiblesse du taux de natalité, répondre aux exigences du vieillissement de la population, faire face à la difficulté d'attirer parmi nous les immigrants, garder en santé les régions éloignées des grands centres?

Dans une perspective de développement durable, ne faudrait-il pas privilégier des politiques économiques et fiscales, des politiques sociales et culturelles, des politiques d'aménagement du territoire, de transports et d'habitation qui réduisent les coûts sanitaires et environnementaux tout en améliorant la qualité de vie pour tous?

Pour pallier l'ébranlement des institutions autrefois rassurantes, comme la famille nucléaire et l'emploi stable, l'État ne devrait-il pas reconnaître le rôle de la société civile et accepter de céder des responsabilités aux réseaux naturels de solidarité tout en veillant à leur assurer les moyens de les assumer? L'avenir du modèle québécois dépendra en grande partie de notre capacité à articuler de façon dynamique la société civile, l'État et le marché.

Il importe aussi de revoir les rapports entre le centre et la périphérie, entre la ville et le monde rural, entre la métropole, la capitale et les régions.

Nous n'échapperons pas non plus à une réforme de nos institutions démocratiques. La concertation est l'une des techniques qui ont bien servi le modèle québécois. Or la concertation a donné naissance à des corporatismes aujourd'hui improductifs. Les citoyens veulent être mieux représentés au Parlement, veulent pouvoir participer plus directement aux prises de décision, notamment dans des instances locales et régionales.

De même, les progrès de la science suscitent cer-

Ont aussi signé cet appel:

Claude Allard, Michel Angers, Denys Barbeau, Jacques Beauchemin, Rock Beaudet, Angèle Bélanger, Jules Bélanger, Gilles Bergeron, Réjean Bergeron, Paul Bernard, Manon Berthelot, Robert Bertrand, Lubin Bisson, Gilles Bonneau, Camil Bouchard, Gérard Bouchard, Patrick Bourgeois, Éric Breton, Nicolas Brisson, Kevin Callahan, Chantal Camden, Claudette Carpentier, Jean-Yves Chapados, Wilfried Champagne, Alain Charrette, Lucien Cimon, Wilfried Cordeau, Jean-Claude Côté, Jean-Marc Crevier, Pierre Curzi, Diane de Courcy, Estelle Desfossés, Denis Dionne, Jean Dorion, Réjean Dubois, Henri-Robert Durandis, Monique Emond, Pierre Fortin, Nicolas Fournier, Dino Fruchi, Nancy Gagnon, Julie Gareau, Bernard Généreux, Kenneth George, Christian Giguère, Jacques T. Godbout, Joan Gosselin, Louis Goulet, Pierre Goyer, Jacques GrandMaison, Pierre Graveline, Gilles Grondin, Steven Guilbeault, Pierre J. Hamel, Cécilia Hamilton, James Gordon Harbottle, Robert Henri, Jean-Claude Icart, Pierre-André Julien, Claire Juneau-Poliquin, Suzanne Lachance, Patrick

tinement de grands espoirs d'amélioration de la qualité de la vie. Mais laissées sans contrôle, les avancées scientifiques engendrent aussi des inquiétudes liées à la dissémination des OGM, à l'utilisation de l'énergie nucléaire, au recours banalisé aux techniques de reproduction assistée. L'État acquiert ainsi une nouvelle responsabilité, celle d'établir, en lien avec la société, ce qui, dans ces domaines, relève du bien commun, ainsi que la responsabilité de déterminer ce qui mérite un appui et ce qui doit faire l'objet de limites.

## Des limites

Ce débat sur le «modèle» québécois doit aussi tenir compte des limites qui sont imposées par notre environnement politique.

D'une part, la mondialisation change la donne, influence la gouverne des nations et l'équilibre des pouvoirs entre l'État et le marché, crée des lieux de décision dans la sphère internationale. Les Québécois veulent bien ouvrir les frontières et s'inscrire dans la marche du monde, mais pas si le commerce emporte la justice, la démocratie et le progrès social avec lui. Le dynamisme des réseaux qui favorisent le placement éthique, la coopération internationale et la consommation responsable montre bien où logent les Québécois.

D'autre part, le Québec appartient à une fédération. Dans un contexte où le Québec ne contrôle pas l'ensemble des impôts et des lois s'appliquant sur son territoire, le «modèle» qui est le nôtre a produit des résultats enviables. Mais le statut politique et constitutionnel du Québec reste une question incontournable.

Des changements s'imposent parce que le monde change. Les principes doivent être protégés. Les objectifs, maintenus. Les moyens d'action, adaptés. Le débat sur le «modèle» québécois ne peut pas se limiter aux questions relatives aux équilibres budgétaires et au taux d'imposition des ménages. La question à débattre est celle-ci: dans le contexte des années 2000, comment devons-nous, avec lucidité et maturité, faire évoluer le «modèle québécois» de telle manière qu'il continue à promouvoir les valeurs de justice et de démocratie ainsi que le mieux-être de chaque Québécois?

Gérald Larose, Michel Venne, Karine Blondin, Pierre Paquette, Céline Saint-Pierre, Guillaume Vaillancourt

Lafleur, Julie Lafrenière, Francis Lamontagne, Jacques Lamontagne, Henri Lamoureux, Paul Langevin, Simon Langlois, Robert Laplante, Jean-Claude Larouche, Georges Leroux, Frédéric Lesemann, Benoît Lévesque, Serge Lévesque, Louise Mainville, Claude Millette, Jacqueline Montpetit, Alain Noël, Bernard Normand, Sandra Ouellet, Caroline Paquin, Daniel Paré, Raynald Paré, Mathieu Philibert, Myrlande Pierre, Luc Plourde, Ladislav Pordan, Marc-Urbain Proulx, Serge Quenneville, Clermont Racine, Marie-France Raynault, François Rebello, Guy Rocher, Bruno Roy, Charles Roy, Gilles Roy, Suzanne Roy, Louise Rozon, Adéodat Saint-Pierre, Nicole Schmitt, Michel Seymour, Monique Simard, Roger Simard, Constance Sirois, Gaëtan St-Arnaud, Nathalie St-Pierre, Steve St-Pierre, Odette Thivierge, Martin Timodi Lamontagne, Joliette Trán, Paul Troitier, Chantale Turcot, Lina Trudel, Louise Vendelac, Frans Van Dun, Richard Vézina, Claude Villeneuve.

Signez à votre tour cet appel et manifestez votre intérêt pour cette démarche en envoyant un message à l'adresse suivante: [appel@cam.org](mailto:appel@cam.org).



Gil Courtemanche

## Une guerre pour une élection?

**J**eudi, midi trente. Briefing quotidien du porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer. Un journaliste, sûrement démocrate, ose souligner la coopération des autorités irakiennes avec les inspecteurs des Nations unies, sous-entendant que ce terrible arsenal d'armes de destruction massive dont parle Bush sans arrêt n'existe peut-être pas. Regard de glace du saint gardien de la vérité du président: «Cet été, le vice-président du comité sénatorial sur les services secrets, le sénateur Biden, a affirmé que cet arsenal existait. Le président Bush le dit, le premier ministre Blair le dit aussi... Qui allez-vous croire, Saddam Hussein ou le président?» C'est ainsi, avec une certitude aussi absolue, qu'on me répondait dans les cours de catéchisme. J'avais six ans. C'était en 1949.

Peu importe ce que nous pensons des États-Unis ou de son président, une lecture sereine et désintéressée de la situation planétaire ne conduira personne à conclure que c'est d'Irak que provient la pire menace à la stabilité politique, aux valeurs de liberté ou de justice ou encore aux intérêts profonds des Américains. D'autres «guerres» sont bien plus urgentes.

Si c'est la menace nucléaire qui nous préoccupe, on tournera les yeux immédiatement vers l'imprévisible Corée du Nord qui, contrairement à l'Irak, possède déjà un arsenal nucléaire. Mais plus grave encore, on se préoccupera du conflit au Cachemire qui oppose deux géants nucléaires, l'Inde et le Pakistan, deux pays en proie à des déchirements internes qui peuvent mettre en branle le pire des engrenages. Si c'est la guerre bactériologique ou chimique qui nous angosse, c'est à la source des approvisionnements qu'il faudrait s'attaquer, soit les laboratoires des pays de l'ancienne Union soviétique et les installations américaines dont provient de toute évidence la souche d'anthrax qui a fait quelques victimes aux États-Unis dans la foulée du 11 septembre. S'il faut défendre les valeurs occidentales de droits de la personne et de dignité, une offensive contre la Chine paraît beaucoup plus fondamentale que l'hypothétique liberté future de 23 millions d'Irakiens, nombre qui équivaut probablement aux Chinois soumis aux travaux forcés. C'est aussi un peu moins que le nombre de victimes que le sida a fait dans la seule Afrique subsaharienne. Il y a un an, on proclamait l'urgence absolue d'une guerre sans merci contre le sida. Les pays occidentaux, Washington en tête, n'ont versé jusqu'ici que 10 % des sommes promises pour cette guerre totale.

## Une plus grande menace

George Bush, dans son discours maintenant classique, invoque régulièrement l'importance de la stabilité politique au Moyen-Orient, autant pour le monde en général que pour les États-Unis. Il a raison. Mais pour le moment, force est de constater que le conflit israélo-palestinien menace bien plus l'équilibre régional et la problématique de l'approvisionnement pétrolier que la mégalomanie et la cruauté de Saddam Hussein. Voilà une menace que les Américains ont les moyens de résoudre mais qu'ils laissent atteindre une dimension catastrophique. Bush invoque enfin la lutte au terrorisme pour justifier sa volonté de renverser Saddam. Or, même la CIA, qui n'a jamais craint de jouer avec les faits, n'a pas réussi à établir un seul lien direct entre le régime irakien et le terrorisme islamiste. Ce que l'on sait cependant de manière indiscutable, c'est que la motivation des terroristes prend sa source en partie dans l'appui inconscient des Américains à la politique de Sharon. Ce qu'on sait aussi, c'est que toute guerre contre un pays musulman va convaincre des milliers d'islamistes de se transformer en bombes vivantes. Puis, qu'en est-il de la guerre sainte contre le terrorisme international? Comment Saddam Hussein a-t-il remplacé magiquement Oussama?

C'est que la lutte contre le terrorisme est longue et sans grande victoire qu'on peut exploiter politiquement, d'autant qu'Oussama n'a pas été capturé. C'est ce qu'a expliqué à George Bush son principal conseiller politique, Karl Rove. Cela se passait en juin dernier. Le scandale Enron, les faillites à répétition, le dégonflement de la bulle techno angossaient les Américains. La crise économique est en train de faire passer la guerre sainte (le pain et le beurre politique de Bush) au second plan des préoccupations des électeurs américains. Oussama est moins dangereux que les capitalistes américains. Il faut donc un ennemi encore plus démoniaque que le milliardaire saoudien. En temps de guerre, les Américains ne posent pas de questions. Ils se rallient derrière leur président. C'est le sénateur Biden (cité plus haut) qui est chargé d'entonner le premier l'antienne guerrière. Le vice-président Cheney suivra, puis le président en fera sa seule et unique promesse électorale. Durant quatre mois, il ne prononcera qu'un seul discours ou presque. Les États-Unis étaient déjà en guerre. Les incidents se multiplient dans les zones d'exclusion du sud et du nord de l'Irak. Les républicains remportent une victoire historique.

Nous voilà pris avec une guerre inventée par le cynisme politique. Mais les Irakiens auront peut-être un sursis. Plusieurs analystes américains soulignent que, pris au piège de la résolution onusienne qui impose de longs délais, les conseillers de la Maison-Blanche songent à repousser la guerre pour pouvoir en profiter lors des élections de 2004.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), François Cardinal (actualité municipale), Jeanne Corriveau (vigile), Marie-Andrée Chouinard (éducation); Paule des Rivières (éditorialiste); Jean Dioti, Louis-Gilles Francœur (environnement); Benoît Munger (responsable du site Internet); Josée Boiveau, Julie Carpentier (sport); Brian Myles (justice et faits divers); Isabelle Paré (santé); Michel Garneau (cartooniste); Diane Précoart (pages éditoriales, responsable des pages thématiques); Martin Dudas et Christine Durazot (lecteurs); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle: Michel Belair (responsable); Jean-Pierre Legault, Stéphane Baillargeon (théâtre); Paul Cauchon (médiat); Caroline Montpetit (livres); Odile Tremblay (cinéma); Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information); Dominique Reny, Eric Desrosiers, Valérie Dufour, Pauline Gravel, Claude Turcotte; à l'information internationale: Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique: Hélène Buzetti, Manon Cornélius (correspondantes parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufrais (correspondants parlementaires à Québec); Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétaire à la rédaction); Louise-Maude Rioux Soucy, Geneviève Otis-Dionne (commis); La documentation: Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa). LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Gyslaine Côté, Marlène Côté, Annie Duguay, Martin Fournier, Christiane Legault, Amélie Malais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). LA PRODUCTION Daniel Bazinet (responsable de la production), Claudine Bédard, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zaida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Marie-Eve Santerre, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Monique L'Heureux, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc, Marie-France Dalcourt. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haeck (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Bellevue (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross. LA FONDATION DU DEVOIR Roger Boisvert (vice-président exécutif et directeur général).

LE DEVOIR

## ÉDUCATION

Cafétérias scolaires



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

## Poutine ou brocoli?

La concurrence que livre la restauration rapide est directement liée à la somme que le jeune et ses parents devront payer pour dîner

Tiraillés entre des publicités qui vantent les mérites du Big Mac à 99 ¢ et le prêchi-prêcha qui entoure les quatre groupes du Guide alimentaire canadien, les écoliers doivent composer leur menu du midi. De la boîte à lunch au service de cafétéria en passant par le service de traiteur et la machine distributrice, que mangent nos enfants à l'école?

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
LE DEVOIR

«**S**oupe à l'orge perlé. Bâtonnets de poisson avec macédoine de légumes. Salade de chou. Jus. Yogourt glacé. » Voilà, pour aujourd'hui, le choix de « midi-bouffe » de fiston, qui fréquente l'école primaire. Cochez oui, cochez non, mangez chaud, mangez froid, ou choisissez de lui concocter vous-même le sous-marin jambon-fromage ou un petit reste de pâtes aux légumes qu'il s'empresse de réchauffer au micro-ondes, s'il y en a un.

À l'école secondaire du coin, c'est à la cafétéria que l'éventail de choix s'élargit. Plat du jour, pour moins de 4 \$: soupe au poulet et cari. Burrito au bœuf, sauce piquante, avec maïs en grains, Petite salade de fruits, boisson au choix. À côté, à la carte, gisant dans leur contestée sauce brune et un amas de fromage en grains, la célèbre poutine, encore chère au cœur des ados. Que choisir?

« C'est bien évident: si le filet de sole amandine ne se vend pas bien, c'est sûrement tentant de mettre à côté une portion de frites, qui sont populaires auprès des jeunes », explique Marie Marquis, professeur au département de nutrition de l'Université de Montréal, intéressée par les comportements alimentaires des étudiants. « Mais ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas moyen d'améliorer les choses. »

## Entre deux maux...

Voyons voir... À la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys (CSMB), qui fait appel aux services d'une entreprise spécialisée en restauration (le groupe Compass) pour desservir ses 18 cafétérias, une politique alimentaire interdit l'utilisation de friteuses mais permet à l'occasion, en guise d'accompagnement, une petite quantité de frites congelées. La poutine, reine du lunch minute, n'a pas franchi le seuil des écoles.

« Et ce n'est pas parce qu'elle n'est pas en demande », explique Marie Gibeau, régisseuse des services alimentaires à la CSMB. Cette année, l'équipe de diététistes a jugé qu'il valait mieux retirer du menu le hot-dog, « même si on le servait avec des saucisses au poulet, plus faibles en gras ».

Si l'assiette n'est pas chère — 3 \$ le repas complet —, elle ne concurrence pas toujours le spécial du jour au PFK du coin, ce qui complique l'offre de services alimentaires dans les écoles plongées en milieu urbain. Voilà d'ailleurs leur principale épine au pied: la concurrence du fast-food local. « On veut évidemment que nos jeunes restent à l'école pour manger, mais ce n'est pas réaliste d'imaginer qu'ils n'iront jamais ailleurs », explique Mme Gibeau. L'attrait de la nouveauté, une fois par semaine, fait partie de leurs choix. Mais ce n'est pas une raison pour décider de leur offrir la même chose que le marché extérieur.

C'est pourtant le choix que font d'autres

commissions scolaires. Aux prises avec les mêmes questions, elle aussi plongée en milieu urbain, la commission scolaire Marie-Victorin, qui chapeaute le nouveau Longueuil, a choisi de ne pas se doter d'une politique alimentaire ni d'embaucher une ou plusieurs diététistes. « Ce serait trop contraignant », explique la porte-parole Jocelyne Alarie. Contraignant? « En milieu urbain comme le nôtre, la concurrence des fast-foods est plutôt vive et nous perdrons nos jeunes le midi si on commençait à restreindre certains aliments. »

Entre deux maux — voir les jeunes du secondaire prendre la poudre d'escampette le midi pour mieux croquer le hamburger du coin ou les voir plonger la fourchette dans la poutine de la cafétéria de l'école —, on choisit le moindre... « Le brocoli, ce n'est pas trop populaire chez ces jeunes-là », ajoute Mme Alarie.

Mais ailleurs, cette logique ne tient pas. « On ne baisse pas les bras comme ça », dit Joëlle Laforest, coordonnatrice des services alimentaires à la commission scolaire de Montréal (CSDM). La CSDM roule sa bosse alimentaire depuis très longtemps, il faut le dire, Pionnière — de son propre aveu —, la politique alimentaire existe depuis 1963, et elle y dicte clairement l'interdiction de certains aliments dits vides, comme les frites, les croustilles, les boissons gazeuses et les friandises. « Même les machines distributrices respectent la politique alimentaire! »

La CSDM ne fait pas de sous-traitance et, en plus de proscrire les aliments perçus comme les causes premières de l'obésité chez les jeunes, elle a mis en avant une « stratégie légumes » depuis trois ans, comme l'indique Mme Laforest d'un ton amusé. L'assiette principale, qu'on pouvait auparavant composer à la carte, les légumes en moins, est maintenant vendue comme un tout.

« C'est pour changer la vision qu'à le jeune d'une assiette principale et lui signaler qu'elle comprend un légume », explique Mme Laforest. Résultat: cette mesure aurait d'ailleurs permis d'accroître de 30% la consommation de légumes chez les jeunes, calcule la CSDM. « La première année, il ne faut pas se le cacher, une bonne part de ces légumes allait à la poubelle, mais plus ça va, plus ils en consomment. On commence tranquillement à changer le portrait que se fait le jeune d'un repas pour lui indiquer que ça comprend toujours un légume. »

Outre la composition de l'assiette, les écoles ont aussi une prise sur ce que mangent les jeunes grâce aux prix qu'ils y accablent. La concurrence que livre l'industrie de la restauration rapide à l'école est d'ailleurs directement liée à la somme que le jeune — et ses parents — devra payer pour dîner.

Réservant une partie de ses budgets annuels aux services alimentaires, la CSDM contribue d'ailleurs à réduire la facture de l'élève, l'incitant à manger l'assiette la moins

chère et la plus « santé ». « On va offrir une salade de fruits frais à 0,50 \$ par rapport à un gâteau à 1,10 \$ dans le but d'aiguiller le choix de l'enfant vers les mets qu'on souhaite privilégier », explique Mme Laforest.

Si le but n'est pas de faire « entrer les jeunes en religion » en leur dépeignant la frite comme l'ennemie à abattre, l'équipe de la CSDM fait le pari d'une saine alimentation à l'école, « justement parce qu'on sait que les occasions de manger autre chose ailleurs sont nombreuses ».

Côté parents et boîtes à lunch, la perfection n'est d'ailleurs pas encore atteinte en matière de nutrition. Un récent survol de 90 boîtes à lunch, fait par la revue Protégez-vous, a permis de déterminer que la quasi-totalité des sacs examinés contenait un ou plusieurs « aliments camelote »: biscuits à la crème, crâquelins-sandwichs, barres tendres enrobées, gâteaux, bonbons fruités, poudings, gelées et boissons aux fruits.

« De façon générale, les lunchs à l'étude sont corrects, sans plus », écrit Protégez-vous. Mais en remplaçant certains aliments transformés, peu nutritifs, par plus de légumes, de fruits frais et de produits céréaliers, et en faisant de meilleurs choix de viandes, on les améliorerait nettement. »

Il n'existe pas d'organisme de veille de ce qui se grignote à l'école. Le ministère de l'Éducation se défendra bien de vanter les mérites d'une saine alimentation dans son programme éducatif, mais il n'intervient pas à la cafétéria. Au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (MAPAQ) — auquel le MEQ s'en remet d'ailleurs lorsqu'on l'interroge —, on mène des inspections dans les services de restauration scolaire, au même titre que dans les autres établissements et afin de vérifier non pas la qualité nutritionnelle des aliments mais leur état de conservation et de service.

À chaque commission scolaire le soin de gérer ses services alimentaires. « Tous les endroits n'ont pas de politique alimentaire, et s'ils en ont, elle varie énormément d'un endroit à l'autre », confirme Monique Drouin, directrice de la section restauration jeunesse chez Chartwells, une division du Groupe Compass, lui-même un des leaders mondiaux spécialisés dans les services de restauration.

Le groupe a la charge de quelque 170 services alimentaires dans des écoles primaires et secondaires du Québec. Dans 90% des endroits qu'il dessert, le groupe a la responsabilité complète de la restauration et du service, faisant d'ailleurs approuver ses menus par l'école ou la commission scolaire en concordance avec les exigences de l'une ou de l'autre.

« Certains endroits très sévères interdisent tout article susceptible de contenir trop de gras, de sel ou de sucre », explique Mme Drouin, qui travaille dans le secteur des cafétérias depuis plus de 25 ans. « D'autres sont plus flexibles, mais tout cela est très lié au fait de vouloir garder les jeunes à l'école ou non. On doit évaluer ce qu'il y a autour de l'établissement et voir le milieu dans lequel il se trouve. »

Soucieuse de la qualité nutritive de ce qu'elle sert, l'entreprise a vu sa jeune clientèle s'intéresser petit à petit aux aliments plus sains, particulièrement depuis la promotion

d'études qui ont clairement établi une avancée inquiétante de l'obésité chez les jeunes. « Il y a presque toujours des légumes maintenant dans les assiettes qu'on sert », explique Monique Drouin. Les jeunes eux-mêmes sont intéressés à avoir plus de fruits, de salades. Le jeune est un consommateur averti, et même si la poutine est un excellent vendeur et qu'il la veut encore, sa poutine, le jour où il ne la veut pas, il veut la salade à côté. »

## Manger sain: manger cher?

Même si les efforts et les progrès sont notés de part et d'autre, les données sont éloquentes au sujet de l'écart entre les choix alimentaires des jeunes et les recommandations qui leur reviennent en matière de santé. « Les jeunes ne consomment pas suffisamment de fruits et de légumes et souffrent d'excès de poids », notait la Direction de la santé publique de Montréal-Centre dans une étude (Environnement alimentaire dans les écoles secondaires de Montréal) publiée à l'automne. Carences en fer et en calcium, excès de gras et de calories vides, le portrait n'est pas encore complètement rose.

« Il est maintenant clairement établi que l'éducation à la santé ne suffit pas à elle seule à provoquer des changements dans la façon de se nourrir », poursuit l'organisme, qui a évalué les pratiques alimentaires liées à 28 écoles secondaires relevant de quatre commissions scolaires de l'île de Montréal. « Il a clairement été démontré que le simple fait d'améliorer les choix alimentaires à la cafétéria scolaire peut contribuer à réduire la consommation de gras des jeunes et à améliorer leur alimentation générale. »

Si la frite a encore son entrée dans certaines des écoles observées, on a remarqué que l'assiette principale « sans légumes » demeurerait la plus populaire auprès des jeunes, sauf dans une commission scolaire, où les choix « autres » sont plus fréquents. « Le fait qu'on y offre quotidiennement de la poutine et des frites explique cette constatation », notent les auteurs.

Seule la Commission scolaire de Montréal remporte autant de succès avec son assiette à verdure qu'avec son assiette sans légumes, la première étant subventionnée par la commission scolaire. « Le fait de vendre à bas prix un mets principal comme un tout qui inclut la viande, le féculent et le légume a un impact positif sur la consommation des jeunes », conclut l'étude.

Mais manger sain équivaut-il à manger cher? « Pas nécessairement », répond Monique Drouin, du groupe Compass, dont les prix des repas complets varient de 2,50 \$ à 4,25 \$. « C'est vrai que les fruits et les légumes frais coûtent cher à certains moments de l'année, mais on peut faire santé avec des éléments qui ne sont pas variables au chapitre du coût. »

La marge bénéficiaire est aussi clairement plus élevée sur la vente d'une boisson gazeuse et d'une portion de frites qu'elle ne le serait sur un plat de haricots verts et jaunes servi en plein mois de janvier! « Sur des trucs entiers qui se vendent, comme les chips, les boissons gazeuses, oui, le profit est plus grand pour les entreprises à but lucratif », explique Joëlle Laforest, dont la commission scolaire ne cherche pas à faire de profit par la vente de ses repas. « Mais entre servir un repas complet santé et servir un repas complet cuit dans la friture, il n'y en a pas un qui coûte moins cher que l'autre. »